

Ecrit par le 20 avril 2026

Sans Transition ! à Malaucène, Quand l'eau se fait démocratie



Après plusieurs rencontres organisées en Vaucluse, le cycle porté par le média engagé [Sans Transition !](#) se poursuit avec un 3e opus consacré à la '[démocratie de l'eau](#)'. Une réflexion de fond, portée notamment par son directeur de publication [Julien Dezécot](#), qui interroge la gouvernance d'une ressource devenue critique. Il s'agit du projet « Les pieds dans l'eau », une conférence-débat avec [Sophie Gosselin](#), Docteure en philosophie, se tiendra le 17 avril à 18h à [Malaucène](#), intitulée : « Construire la démocratie de l'eau ». Un temps fort offert grâce au soutien du [Programme Leader](#), en partenariat avec [le Parc Naturel régional du Mont-Ventoux](#), la Ville de [Malaucène](#) et la [Fondation Macif](#). Infos et réservation [ici](#).

Comment partager une ressource vitale sous tension ? C'est la question au cœur de la rencontre « Construire la démocratie de l'eau », nouvelle étape d'un cycle engagé sur le territoire. L'initiative

Ecrit par le 20 avril 2026

s'inscrit dans une dynamique plus large portée par le média Sans transition !, qui milite pour une approche territoriale et participative des grandes transitions.

L'eau, enjeu démocratique

Derrière le concept, une idée forte : faire de l'eau un bien commun réellement débattu, partagé et gouverné collectivement. Une nécessité dans un contexte de tensions croissantes entre usages agricoles, industriels et domestiques, exacerbées par le changement climatique. Cette rencontre, avec Sophie Gosselin, prolonge une série d'événements déjà ancrés dans le territoire vauclusien. À Mazan notamment, un colloque d'envergure avait réuni scientifiques, élus et acteurs locaux autour d'un constat sans appel : « le système de l'eau est en crise », entre raréfaction des ressources et dégradation de leur qualité. Dans un autre temps fort, la question de la sobriété hydrique avait également été mise au cœur des échanges, soulignant la nécessité de repenser en profondeur les usages et les modèles de gestion.

[Colloque à Mazan : « L'eau, une urgence vitale » - Comprendre, partager, préserver](#)

Du constat à la participation citoyenne

Cette demande d'associer le citoyen aux décisions portant sur la sauvegarde et la distribution de l'eau rejoint des réflexions plus larges sur la gouvernance de l'eau en France, où les dispositifs existent mais peinent parfois à équilibrer les intérêts entre acteurs économiques, collectivités et société civile. L'enjeu ? Il est de mieux répartir une ressource de plus en plus rare et de redonner une légitimité démocratique aux arbitrages. Dans cette perspective, la notion de « démocratie de l'eau » fait des territoires des lieux d'expérimentation collective, où les solutions émergent au plus près des réalités locales.

Un territoire observé par les experts et scientifiques

Le Vaucluse, marqué par des épisodes de sécheresse récurrents et une pression accrue sur les nappes phréatiques, apparaît comme un terrain particulièrement révélateur. Longtemps considérée comme abondante, la ressource s'avère aujourd'hui fragile, obligeant à repenser les équilibres. L'eau n'est plus seulement une question technique ou environnementale, mais un sujet profondément politique et sociétal.

Une pédagogie du débat

À travers ces rencontres, Sans transition ! joue un rôle de médiateur entre savoirs scientifiques, décisions publiques et attentes citoyennes. Une ligne éditoriale fidèle à l'ADN du média, qui se définit comme un acteur du débat territorial, « du local au global ». L'ensemble de ces études et réflexions entrepreneuriale et citoyennes oeuvrent à éviter que la crise de l'eau ne se transforme en crise sociale. L'eau n'est plus une ressource stable. Elle devenue un facteur de tension, d'adaptation et de transformation des territoires. En Vaucluse comme ailleurs, la question n'est plus de savoir si la gestion de l'eau doit évoluer, mais comment, sur quels critères et avec qui.

Ecrit par le 20 avril 2026

Sobriété en eau : des solutions au cœur du débat

Les chiffres de l'eau en Vaucluse

Près de 171 millions de m³ : volume total d'eau prélevé en 2021 dans le Vaucluse (79 millions dans les nappes, 92 millions dans les cours d'eau) ;

86%, c'est la part de ces prélèvements destinée à l'agriculture, loin devant l'industrie (13%) et les usages domestiques (1%).

De -10 à -30 %, c'est la baisse attendue des ressources en eau d'ici 2050 sous l'effet du changement climatique.

Les nappes sont souvent basses : notamment dans des secteurs comme Cavaillon ou la moyenne Durance, régulièrement en déficit.

L'eau, une ressource contrastée : abondante en apparence avec le Rhône, la Durance et la Sorgues, mais très dépendante des cycles climatiques et des prélèvements.

Des sécheresses récurrentes rythmées par des épisodes de chaleur et de déficit de pluie marqués à l'exception, bien entendue, de cette année qui s'est révélée particulièrement pluvieuse.

Le Vaucluse n'est pas un territoire 'sans eau', mais un territoire où la pression sur la ressource devient structurelle, entre agriculture intensive, croissance démographique et changement climatique.

Les infos pratiques

Troisième opus du projet « Les pieds dans l'eau », après les rencontres avec Charlène Descollonges puis Freddy Rey, cette nouvelle conférence-débat avec Sophie Gosselin, Docteure en philosophie et autrice, est proposée le vendredi 17 avril à 18h à Malaucène. Intitulée : Construire la démocratie de l'eau, Sophie Gosselin sera interviewée par Sans transition! lors d'un grand entretien, suivi d'échanges avec les entreprises, associations, collectivités et citoyens du territoire. Parmi lesquels : Jacques V. Paget, représentant de France Nature Environnement Vaucluse à la commission consultative des usagers du syndicat Rhône Ventoux, Magali Jameux, chargée de mission eaux et rivières au Parc du Luberon et animatrice du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du Calavon-Coulon, ainsi que le collectif citoyen de l'eau d'Avignon. Inscription [ici](#).

Mireille Hurlin

Tricastin et Richel serres de France portes

Ecrit par le 20 avril 2026

ouvertes sur un monde en mutation



Les 20 et 21 mars 2026, les Journées Usines Ouvertes reviennent partout en France pour une deuxième édition ambitieuse. Objectif ? Faire tomber les clichés sur l'industrie, valoriser ses métiers et susciter des vocations, notamment chez les jeunes. En Vaucluse, plusieurs sites, dont le [CNPE Tricastin](#) et [Richel Serres de France](#) participent à cette opération nationale.

L'industrie française est innovante, technologique et engagée dans les transitions environnementales. Mais comme nous sommes peu à le savoir les Journées Usines Ouvertes, portées notamment par la [Société des ingénieurs Arts et Métiers](#), invitent le grand public à franchir des portes habituellement closes.

Ouvrir les portes... et les regards

Pendant deux jours, des centaines de sites industriels à travers le pays accueilleront visiteurs, scolaires et demandeurs d'emploi. Une immersion concrète dans les chaînes de production, les métiers techniques et les savoir-faire, à rebours des représentations souvent figées. En France, l'industrie représente environ 10% du PIB (produit intérieur brut) et plus de 3 millions d'emplois directs, auxquels s'ajoutent de nombreux emplois indirects. Mais le secteur peine encore à recruter, notamment sur des profils techniques.

Des métiers inconnus

D'où l'importance de ces journées : rendre visibles des métiers souvent méconnus, et montrer qu'ils s'inscrivent désormais dans des environnements modernisés, automatisés et de plus en plus tournés vers

Écrit par le 20 avril 2026

la décarbonation. Transition énergétique, relocalisation, souveraineté industrielle : autant d'enjeux que les visiteurs pourront appréhender de manière concrète.

20 000 visiteurs dans toute la France pour la 1^{re} édition

Lors de la première édition, en 2025, plus de 20 000 visiteurs avaient répondu présent, dont près de la moitié issus du milieu scolaire. Un succès qui conforte les organisateurs dans leur ambition de changer le regard porté sur l'industrie. L'ambition 2026 ? Franchir un cap avec plus de 500 usines participantes et 50 000 visiteurs attendus.

Le Vaucluse dans la dynamique nationale

À l'échelle locale, plusieurs sites emblématiques participent à l'opération. Le CNPE du Tricastin (), acteur majeur de la production d'électricité nucléaire en France, ouvrira ses portes au public, offrant un aperçu rare d'un site stratégique pour l'approvisionnement énergétique du pays. À Eygalières, Richel Serres de France illustrera une autre facette de l'industrie : celle d'une filière agricole et horticole modernisée, à la croisée de l'innovation technologique et des enjeux environnementaux. Deux exemples qui témoignent de la diversité du tissu industriel, y compris dans un territoire souvent associé à l'agriculture et au tourisme.

Ecrit par le 20 avril 2026



Copyright Usines ouvertes

Deux visages de l'industrie en Vaucluse

À cheval entre la Drôme et le Vaucluse, le site du Tricastin constitue l'un des plus vastes complexes nucléaires d'Europe, regroupant production d'électricité et activités liées au cycle du combustible. La centrale EDF emploie environ 1 470 à 1 500 salariés, auxquels s'ajoutent de nombreux sous-traitants, générant un volume d'emplois indirects significatif pour tout le bassin de vie. Le site incarne une industrie de pointe, fortement qualifiée, au cœur des enjeux de souveraineté énergétique et de transition bas carbone.

Richel Serres de France à Eygalières, l'innovation agricole industrialisée

À Eygalières, Richel illustre une autre facette du tissu industriel local : une industrie au service de l'agriculture. Spécialisée dans la conception de serres et d'équipements horticoles, l'entreprise exporte son savoir-faire à l'international. Le groupe représente environ 300 emplois et s'appuie sur une activité tournée vers l'innovation : serres bioclimatiques, gestion de l'eau et de l'énergie, à la croisée des enjeux

Ecrit par le 20 avril 2026

agricoles et environnementaux.

L'industrie vaclusienne en chiffres

L'industrie en Vaucluse représente plus de 3 600 établissements industriels ; 19 000 emplois dans le secteur ; 14,1% de l'emploi total du département ; 17% du chiffre d'affaires économique local. Longtemps centrée sur l'agroalimentaire, l'industrie vaclusienne s'est progressivement diversifiée. Elle repose aujourd'hui sur un tissu de PME (Petites et moyennes entreprises) complété par quelques sites majeurs, entre industrie lourde stratégique (énergie, chimie) et industries spécialisées à forte valeur ajoutée, souvent liées aux ressources agricoles du territoire.

La Société des ingénieurs arts et métiers

Fondée en 1846, la Société des ingénieurs Arts et Métiers représente 62 000 Ingénieurs « Gadzarts » dont 31 000 membres, diplômés de l'École Nationale Supérieure d'Arts et Métiers ([Ensam](#)). Elle anime un réseau de professionnels investis dans la transition environnementale, sociétale, industrielle et numérique en France, autour d'une vision partagée avec l'École et l'Union des élèves Arts & Métiers : 'Leaders des industries responsables'.

Une industrie plus proche, plus lisible

L'événement vise également à recréer du lien entre les entreprises et leur territoire. Montrer les coulisses, valoriser les équipes, expliquer les métiers : autant de leviers pour renforcer l'ancrage local des industries et nourrir une nouvelle relation avec les habitants. Car derrière chaque objet du quotidien se tissent une chaîne de production, des compétences et des innovations souvent invisibles, que justement, les Journées Usines Ouvertes entendent dévoiler aux yeux de tous.

Les infos pratiques

Journées Usines Ouvertes. 2^e édition. Partout en France et Samedi 21 mars 2026, au [CNPE du Tricastin](#) (Centrale nucléaire de production d'électricité), entre Drôme et Vaucluse et Vendredi 20 mars chez [Richel Serres de France à Eygalières](#). Inscriptions obligatoires : journées-usines-ouvertes.fr

Mireille Hurlin

Réindustrialisation : 1 milliard d'euros d'investissement dans le Gard Rhodanien

Ecrit par le 20 avril 2026



La communauté d'agglomération du [Gard Rhodanien](#) a acté la reconversion industrielle de l'ancien site sidérurgique de l'Ardoise à Laudun-l'Ardoise. Le projet lauréat à 1Mrd€ est porté par l'entreprise [MGH Energy](#).

Anciennement dédié aux activités sidérurgiques stoppées il y a 20 ans, le site de 35ha de l'Ardoise est devenu une friche industrielle qui aujourd'hui, renaît de ses cendres grâce à un appel à projet remporté par la compagnie maritime MGH Energy, suite à l'obtention pour le site du label 'Site clé en main - France 2030'.

Cette labellisation s'inscrit dans une stratégie plus globale de réindustrialisation du pays et affirme la position du Gard Rhodanien, aussi considéré et appelé 'Gard Avignonnais' par beaucoup, comme deuxième pôle industriel de la région Occitanie après Toulouse. L'Agglomération a notamment obtenu le label 'Territoire d'Industrie' pour 2023-2027 et vise la neutralité carbone à l'horizon 2050.

« Nous avons pris nos responsabilités, avec une volonté claire : réintroduire une activité innovante, créer de l'emploi pour nos jeunes et impulser une dynamique économique au service de tout notre territoire », affirme [Yves Cazorla](#), maire de Laudun-l'Ardoise.

Un appel à projet

C'est en ce sens que le Gard Rhodanien et la commune de Laudun-l'Ardoise ont lancé un appel à projet afin d'avoir un pouvoir de décision sur le futur projet pour sécuriser la vocation industrielle du site via un

Ecrit par le 20 avril 2026

bail emphytéotique. L'appel à projet s'est basé sur les énergies décarbonées et a reçu 10 candidatures au cours de l'été 2025. Les trois projets les plus pertinents ont été auditionnés par le Comité de pilotage composé de l'État, la Région, la commune, la Banque des territoires, l'Établissement Public Foncier d'Occitanie et la Compagnie Nationale du Rhône.

Un projet a donc tiré son épingle du jeu. Il s'agit de l'usine de production de carburants de synthèse pour les transports aérien et maritime de l'entreprise MGH Energy. Le projet a su répondre à tous les critères requis, à savoir les orientations stratégiques, la robustesse technique et opérationnelle, les retombées socio-économiques, l'intégration sur le site, ainsi que l'innovation et la gestion des flux.

« La réussite du projet de carburants de synthèse de l'Ardoise incarne une ambition partagée : celle d'un territoire qui transforme son histoire industrielle en nouvel élan, qui s'engage pleinement dans la transition énergétique et qui renforce sa souveraineté économique », ajoute l'Agglomération.

Un projet tourné vers la transition énergétique

MGH Energy souhaite donc implanter une usine qui produira du e-kérosène pour l'aviation commerciale et du e-méthanol pour le transport maritime. Ces carburants sont destinés à remplacer les carburants fossiles, qui sont, eux, fortement carbonés. Ils seront élaborés à partir d'hydrogène vert issu d'électricité renouvelable et de dioxyde de carbone capté localement auprès d'industries du territoire.

« Ce projet associe innovation technologique, souveraineté énergétique et ancrage territorial fort. »

[Jean-Christian Rey](#), président de la communauté d'agglomération du Gard Rhodanien.

Après avoir identifié le potentiel du site de L'Ardoise en 2023, l'entreprise a finalement obtenu une durée d'exploitation initiale de 30 ans et lancera la construction de l'usine en 2028 après des études détaillées, l'obtention des autorisations réglementaires et des phases de concertation. La mise en service de cette future unité de production, qui représente un investissement d'1Mrd€, devrait se faire en 2031 et prévoit la création de 400 emplois directs durant la phase de construction et environ 200 emplois permanents durant la phase d'exploitation. L'usine devrait pouvoir produire jusqu'à 70 000 tonnes par an de e-kérosène et 50 000 tonnes par an de e-méthanol.

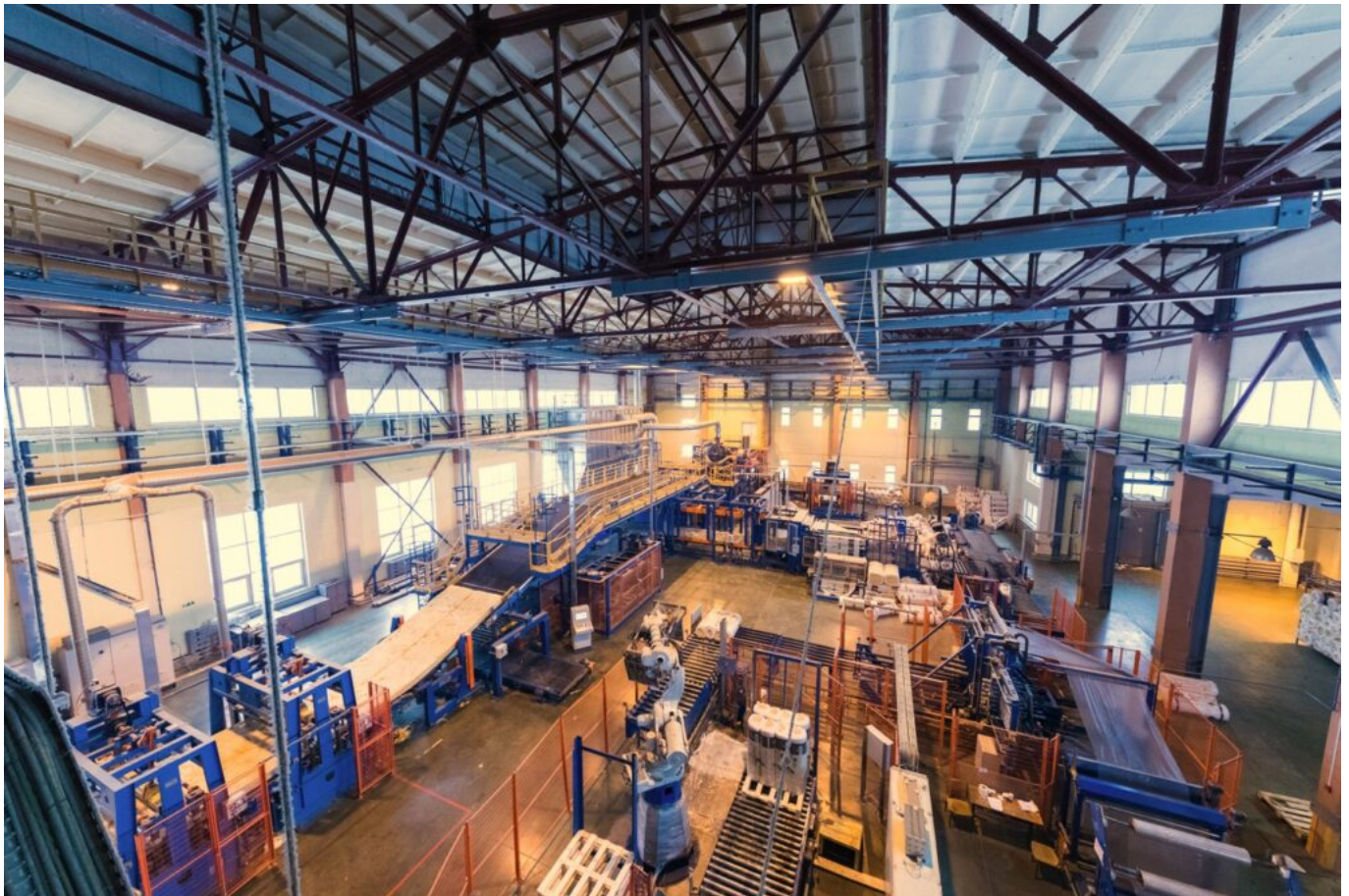
Ecrit par le 20 avril 2026



L'Agglomération a acté la reconversion industrielle du site de l'Ardoise ce lundi 9 février. © Gard Rhodanien

Vaucluse, un laboratoire industriel en pleine transformation

Ecrit par le 20 avril 2026

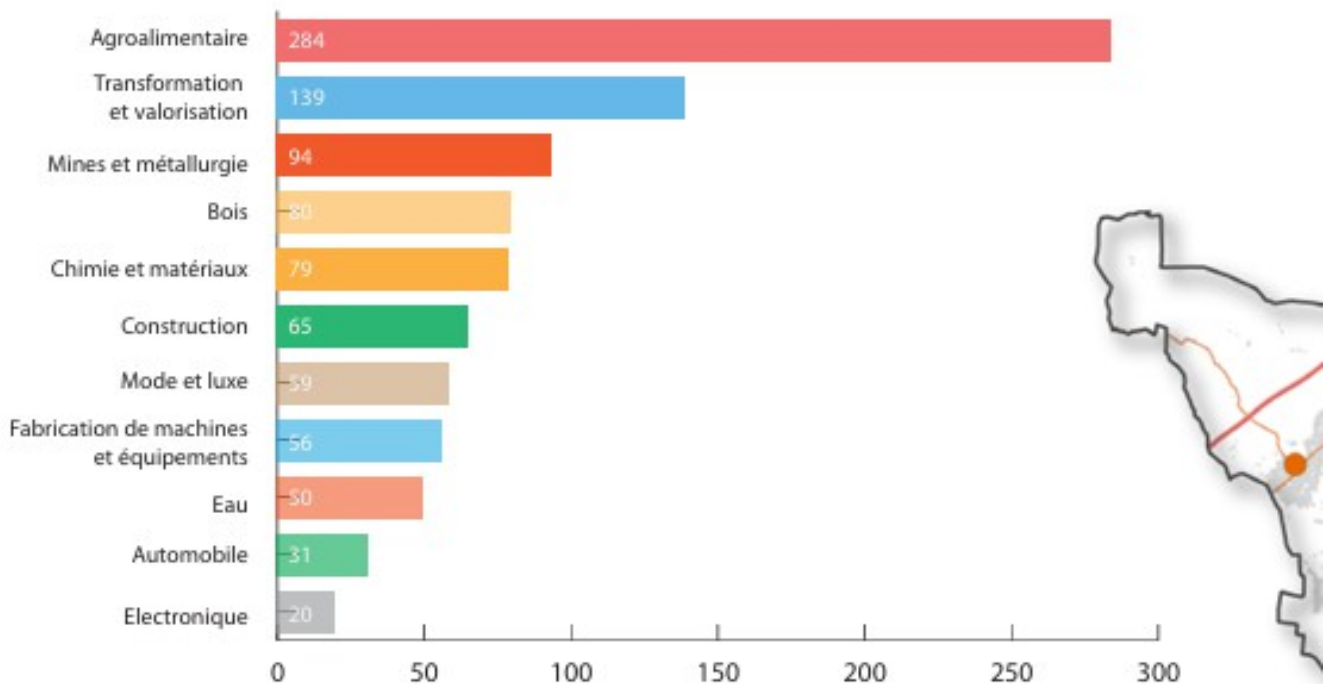


Labellisé **Territoire d'industrie pour 2023-2027**, le Vaucluse réaffirme son rôle industriel en Provence-Alpes-Côte d'Azur grâce à un tissu diversifié d'entreprises et à une dynamique entrepreneuriale notable. Avec près de 4 400 établissements industriels, plus de 17 500 salariés dans le secteur et des filières structurantes comme l'agroalimentaire, chimie et transformation des matériaux, le département conjugue héritage et défis d'avenir.

Dans un département qui compte plus de 50 000 établissements tous secteurs confondus, l'industrie représente environ 9% des unités économiques et 16% des salariés présents sur le registre du commerce en Vaucluse au 1er janvier 2024. Cela se traduit par 4 363 établissements industriels employeurs et 17 570 salariés actifs dans l'industrie — une croissance de +774 établissements et +1 166 emplois en deux ans.

Ecrit par le 20 avril 2026

Nombre d'établissements d'au moins 3 salariés par filière industrielle dans le Territoire d'industrie de Vaucluse



Source : CCI MAGE 2025 (Vaucluse), CAPFI 2025(Gard)

Réalisation : AURAV 2025

Copyright Aurav

Un territoire industriel dynamique

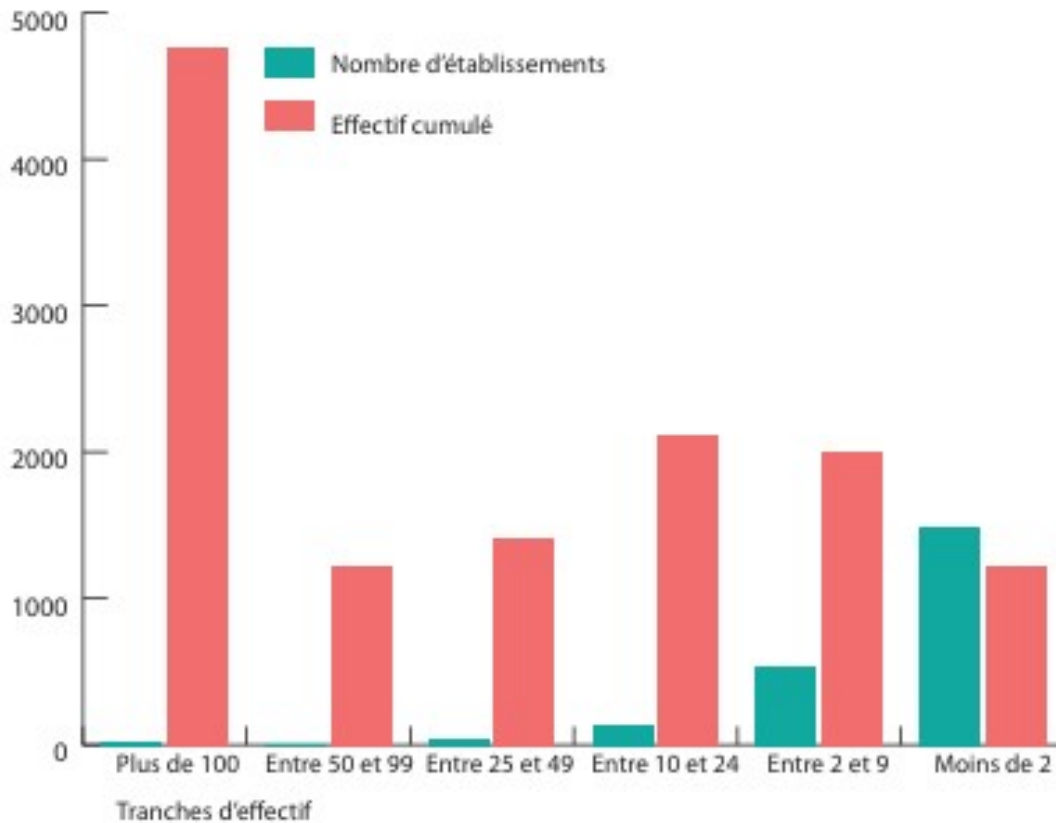
L'observatoire industriel de l'[Aurav](#) souligne également que, dans l'ensemble de la région Sud, le secteur industriel employait en 2024 près de 170 000 salariés pour plus de 10 500 établissements, avec 13% des emplois industriels régionaux localisés en Vaucluse.

Des filières qui pèsent

L'agroalimentaire demeure la première filière du territoire : dans le Territoire d'industrie, ce secteur comprend 284 établissements d'au moins trois salariés, faisant de lui le pilier de l'activité industrielle locale. Le développement de cette filière se retrouve également dans le poids du département au niveau régional : les industries alimentaires représentent environ 25% des emplois industriels vauclusiens et près de 10 % du chiffre d'affaires industriel, avec quelque 240 entreprises et plus de 8 000 salariés permanents dédiés au secteur.

Ecrit par le 20 avril 2026

Peu de gros établissements mais qui concentrent plus d'un tiers de l'emploi



Source : CCI MAGE 2025 (Vaucluse), INSEE Sirene 2025 (Gard)

Réalisation : AURAV 2025

Copyright Aurav

D'autres segments stratégiques

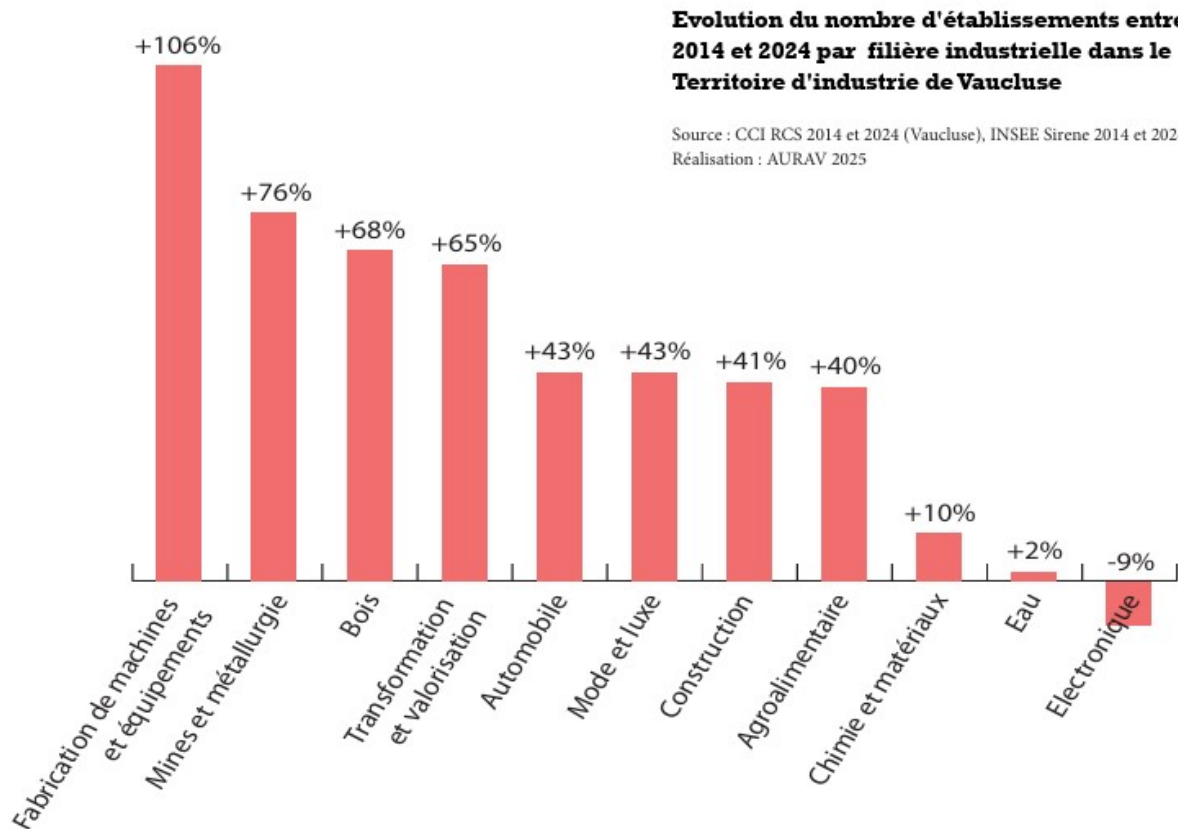
Outre l'agroalimentaire, d'autres segments jouent un rôle stratégique comme la Chimie et les matériaux : 79 établissements d'au moins trois salariés, concentrant 1 820 emplois et générant un chiffre d'affaires majeur grâce à une forte valeur ajoutée. La Transformation et la valorisation (de la gestion des déchets et des matériaux) : 94 établissements structurés autour de PME locales (Petites et moyennes entreprises). Mines et métallurgie, construction, mode et luxe complètent ce paysage multi-sectoriel.

Une dynamique entrepreneuriale soutenue

Le tissu industriel vauclusien se caractérise par une prédominance très marquée des petites structures : 96% des unités industrielles ont moins de 10 salariés, ce qui souligne l'importance des TPE et PME dans

Ecrit par le 20 avril 2026

l'écosystème local.



Copyright Aurav

La création d'entreprise

Cette dynamique se reflète aussi dans la création d'entreprises : selon l'Insee, 701 nouvelles sociétés industrielles ont été créées en 2024 dans le département, et le nombre total d'entreprises nouvelles s'élève à 10 716, toutes activités confondues.

Défis structurels et trajectoires d'avenir

Malgré ces signaux positifs, l'industrie vauclusienne fait face à des défis classiques : l'attractivité des emplois industriels dans un marché du travail tendu, la modernisation des sites et l'adaptation des compétences aux technologies émergentes. L'implantation industrielle reste par ailleurs fortement dépendante des zones d'activités, avec des densités variables et un besoin constant de foncier adapté. L'attractivité globale du territoire repose sur une combinaison d'infrastructures, de formation et d'innovation, autant de leviers à renforcer pour soutenir la réindustrialisation engagée.

Ecrit par le 20 avril 2026

Top 5 des établissements employeurs dans les 5 principales filières du Territoire d'industrie de Vaucluse

Echelle: 200 emplois

AGROALIMENTAIRE



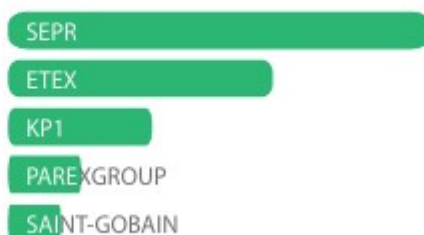
MINES & METALLURGIE



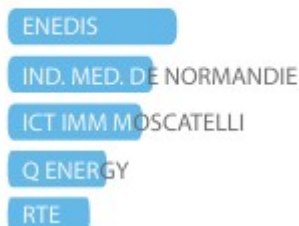
CHIMIE & MATERIAUX



CONSTRUCTION



TRANSFORMATION & VALORISATION



Copyright Aurav

Pour faire court

Les chiffres confirment que le Vaucluse n'est pas qu'un département rural : il est un acteur industriel tangible de la région Sud, avec des milliers d'emplois, un maillage d'entreprises diversifié et une capacité à créer de nouvelles activités. Le label Territoire d'industrie constitue, en cela, un levier stratégique pour faire dialoguer innovations, formations et projets territoriaux. Reste à transformer cette dynamique en gains durables, à la croisée de la transition écologique, de l'attractivité des métiers industriels et d'une gouvernance territoriale renforcée.

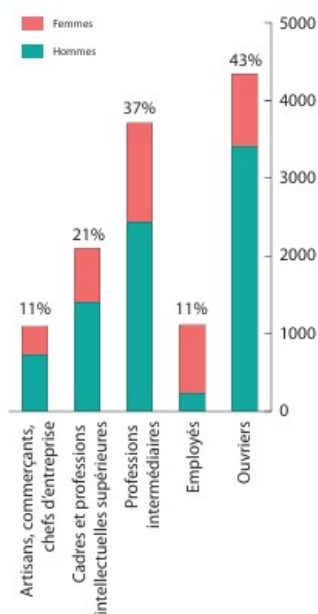
Ecrit par le 20 avril 2026

Mireille Hurlin

Sources : CCI Vaucluse, [Chiffres clés de l'économie](#), répartition sectorielle et place de l'industrie (2024) ; Aurav [Territoires d'industrie Vaucluse](#) (Mars 2025) ; [ANCT](#).

Mireille Hurlin

Part de l'emploi par sexe et par catégorie socioprofessionnelle dans l'industrie dans le Territoire d'industrie de Vaucluse



Un secteur où la place des femmes évolue lentement

En 2018, le secteur de l'industrie manufacturière emploie 2,8 millions de salariés, ce qui correspond à 11% de l'ensemble des salariés français. Près d'un cinquième des hommes actifs travaillent dans l'industrie contre seulement 8% des femmes actives: celles-ci sont encore minoritaires puisqu'elles ne représentent que 30% de la masse salariale de ce secteur. Elles occupent principalement des postes d'employée ou de profession intermédiaire.

En 2018, les femmes représentent **30%** du nombre d'emploi du secteur industriel.



Source : INSEE 2024
Réalisation : AURAV 2025

Copyright Aurav

(Vidéo) Vaucluse : l'industrie recrute massivement

Ecrit par le 20 avril 2026



Du 17 au 21 novembre, [la Semaine de l'Industrie se déploie en Provence-Alpes-Côte d'Azur](#) et plus particulièrement en [Vaucluse](#), pour célébrer les compétences industrielles régionales et encourager les vocations. Avec plus de 123 000 salariés dans les entreprises industrielles de la région, ce secteur riche et diversifié, de la pétrochimie à la microélectronique, est au cœur d'un véritable enjeu de recrutement et de transformation. [France Travail](#) et ses partenaires proposent des visites, ateliers, forums et témoignages pour rapprocher jeunes, demandeurs d'emploi et professionnels.

Dans une région souvent associée au tourisme et aux services, la Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) revendique aujourd'hui une autre identité : celle d'un territoire industriel dynamique et stratégique. La Semaine de l'Industrie, qui se tient cette année du 17 au 23 novembre, est l'occasion idéale de mettre en lumière cette réalité parfois méconnue.

Industrie en PACA : une force sous-estimée

Avec plus de 123 000 salariés employés dans ses entreprises industrielles, la région Paca joue un rôle de taille dans l'économie française. Ces entreprises couvrent des secteurs très variés : la pétrochimie autour de l'Étang-de-Berre, les arômes et parfums dans les Alpes-de-Haute-Provence, la microélectronique dans les Alpes-Maritimes... Une richesse industrielle qui conjugue tradition et innovation.

Un ancrage stratégique

Cet ancrage territorial est d'autant plus stratégique que le tissu industriel est particulièrement divers. Selon la [la Dreet](#)s (Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités), des pôles technologiques très dynamiques (aéronautique, numérique, santé-biotech) coexistent avec des filières plus traditionnelles comme la métallurgie ou la chimie, qui sont en pleine transformation.

Ecrit par le 20 avril 2026

Recrutement et défis structurels

Mais l'industrie française, et celle de PACA en particulier, ne vit pas qu'un âge d'or : elle est confrontée à des tensions de recrutement. Au niveau national, la Semaine de l'Industrie 2025 s'inscrit dans un contexte de 260 000 projets de recrutement dans l'industrie, dont près de 60% seraient jugés difficiles par les entreprises. En Paca, le défi est bien réel : selon la Dreets, certaines entreprises peinent à trouver des profils techniques (opérateurs, techniciens de maintenance, cadres de production) malgré une forte demande.

France Travail : un rôle clé en Vaucluse

Dans le Vaucluse, la dynamique industrielle se conjugue avec l'action de France Travail, qui diffuse plus de 3 000 offres d'emploi dans le département, et met en place des dispositifs de formation particulièrement efficaces. Les agences locales (8 au total) s'impliquent fortement dans la Semaine de l'Industrie, au travers d'ateliers, de visites d'entreprises et de conférences.



Copyright France Travail

L'industrie diversifiée du vaucluse

Michèle Lefèvre, experte départementale Industrie à France Travail Vaucluse, rappelle : « Le Vaucluse se distingue par une industrie diversifiée, mêlant tradition et innovation, portée par des PME locales. Le territoire a enregistré davantage d'ouvertures que de fermetures au cours des dix dernières années, et de

Ecrit par le 20 avril 2026

nouvelles implantations sont prévues en 2026.

Une industrie plus mixte et inclusive

L'un des axes forts de cette Semaine de l'Industrie est la féminisation du secteur : historiquement très masculin, l'industrie cherche à diversifier ses effectifs. Au niveau national, les femmes représentent moins de 30 % des salariés du secteur. Localement, cette question est aussi au cœur des actions : par exemple, le 17 novembre à l'agence France Travail d'Orange, un atelier intitulé « L'industrie au féminin » vise à déconstruire les stéréotypes et à montrer que les métiers industriels sont accessibles, variés et porteurs d'avenir.

Des actions concrètes pendant la semaine

Les événements proposés sont nombreux et diversifiés : visites d'usines, job dating, forums métiers, ateliers en ligne ou en présentiel, démonstrations technologiques... Le but ? Donner un aperçu vivant et concret des métiers industriels.

Les temps forts

En Paca, la Dreets annonce plusieurs initiatives : des portes ouvertes dans des campus d'ingénieurs et lycées professionnels, des conférences sur les technologies bas carbone, des expériences immersives pour les jeunes, et des démonstrations autour de la robotique et des mobilités durables. En Vaucluse, l'un des moments forts sera la visite, le 21 novembre, de l'entreprise [Plastcorp](#) à Uchaux, organisée via la plateforme [Forindustrie](#), qui complète une découverte virtuelle par une immersion réelle.

Voir l'industrie autrement

La Semaine de l'Industrie 2025 en Provence-Alpes-Côte d'Azur et en Vaucluse n'est pas seulement un événement symbolique : c'est un levier concret pour transformer l'image de l'industrie, susciter des vocations et combler des besoins de compétences urgents. Entre tradition et modernité, entre mixité et innovation, l'industrie régionale se réinvente et invite chacun à venir la (re)découvrir. Pour les jeunes, les demandeurs d'emploi et les actifs en reconversion, c'est une chance de voir l'industrie autrement : comme un secteur d'avenir, ouvert, dynamique et stratégique.

Renseignements et inscriptions [ici](#).

Mireille Hurlin

Fénix Évolution lève 18M€ pour réhabiliter une usine agroalimentaire à Gargas

Ecrit par le 20 avril 2026



Ce mercredi 22 octobre à La Coquillade, [Samuel Marc](#), président de l'entreprise de revalorisation de fruits déclassés [Fénix Évolution](#), a signé aux côtés de ses partenaires bancaires le prêt syndiqué permettant d'acheter une friche industrielle à Gargas pour lancer la production au début de l'année 2027.

Cela fait un peu plus de deux ans que ce projet de reprise d'une friche industrielle est dans les tuyaux. Et c'est avec le soutien, entres autres, de l'agence du développement, du tourisme et des territoires [Vaucluse Provence Attractivité](#), du [Département de Vaucluse](#), mais aussi de la communauté de communes [Pays d'Apt Luberon](#) (CCPAL) que Samuel Marc a pu mettre sur pied le projet de Fénix Évolution.

Ce mercredi, il a donné rendez-vous à ses partenaires bancaires, la [Société Générale](#), [LCL](#) et le [Crédit Agricole](#), dans le cadre somptueux de La Coquillade, pour signer le prêt syndiqué. Entre les banques, les investisseurs privés et publics, et les subventions, notamment via le plan [France 2030](#), Samuel Marc a réussi à lever près de 18M€ pour son projet visant à réindustrialiser le département.

Écrit par le 20 avril 2026

Une entreprise pour sauver les fruits rejetés

Celui qui est aussi [coordinateur des régions PACA et Occitanie pour le club des Forces françaises de l'industrie](#) a déjà un pied dans l'agroalimentaire puisqu'avant de fonder Fénix Évolution, il était à la tête d'une entreprise dans ce secteur, autour du sucre naturel des fruits.

« En France, 13% des fruits sont jetés en moyenne. Ça correspond à 300 000 tonnes de fruits par an en Région Sud. »

Samuel Marc

Avec Fénix Évolution, il souhaite donner une vie aux fruits rejetés, qu'ils soient trop petits ou tachés, non pas pour créer un produit fini mais pour élaborer des ingrédients permettant aux industriels français et européens de, eux, faire des produits finis. « Par exemple, dans un sirop, vous avez du concentré de fruits, vous avez des arômes, vous avez du sucre. Nous, nous allons fournir ces ingrédients-là », explique Samuel Marc.

Un marché en France qui dépend des importations

Cette implantation en Vaucluse n'est pas anodine. Premièrement, c'est le moyen de remettre au goût du jour le *made in France* dans un contexte où le pays dépend quasiment totalement des importations pour le type de produits que va créer Fénix Évolution. « L'enjeu, c'est d'arriver à produire en *made in France* au prix du marché européen et en étant local, donc en bénéficiant de l'image *made in France* et surtout, en faisant gagner en coup de transport », ajoute Samuel Marc.

De plus, l'usine est située à Gargas, qui représente l'emplacement idéal pour ce type d'entreprise, la filière fruit étant très présente et variée dans les alentours, avec les pommes à Sisteron, les poires, melons et pommes à Cavaillon, ou encore les pêches et les abricots à Saint-Martin-de-Crau. « Être à Gargas, c'est assez stratégique pour nous parce que, déjà en terme de communication, le Luberon, c'est vraiment porteur, développe le président de l'entreprise. On est pas très loin de Marseille, on est dans un carrefour, pour l'importation et l'exportation, c'est idéal. Et même si ça paraît rural et très très éloigné de tout, en fait c'est très proche de nos fournisseurs et de nos potentiels clients comme notre voisin Aptunion. »

Un projet industriel convaincant

Obtenir les financements afin de racheter la friche industrielle n'a pas été une mince affaire pour Samuel Marc qui a dû se montrer convaincant auprès des différents partenaires. « C'est très dur de financer des projets industriels en France qui ne sont pas des innovations de rupture (*ndlr : concept qui vise à introduire une nouvelle catégorie de produits ou de services*) », affirme-t-il.

Ecrit par le 20 avril 2026

« Il fallait montrer qu'on pouvait être compétitif. »

Samuel Marc

C'est donc en montrant les calculs et les ratios de production, et en montrant que l'entreprise gargassienne pouvait être compétitive que Samuel Marc a pu mobiliser tous ces acteurs financiers dans le but que le projet se réalise. « Ça a été très difficile, mais finalement, il y avait quand même l'envie d'y croire de la part de tout le monde », ajoute-t-il.

La prochaine étape

Maintenant que les financements sont là, le rachat de ce bâtiment de 11 000 m², situé à Gargas, va pouvoir se faire au début du mois de novembre. Les travaux démarreront par la suite et s'étaleront sur plus d'un an, et les machines permettant une dizaine de technologies différentes seront installées. C'est en janvier 2027 que la production devrait être lancée.

Pour ce faire, l'entreprise va passer par une phase de recrutement à partir de septembre prochain. « Au total, on sera 30 au début de l'année 2027, puis 90 après, conclut Samuel Marc. Réimplanter des usines, ça permet de faire vivre des friches industrielles qui sont abandonnées, mais ça permet aussi de créer de l'emploi. »

Isle-sur-la-Sorgue : Mayoly inaugure une nouvelle ligne de production de compléments alimentaires

Ecrit par le 20 avril 2026



Connu jusqu'alors pour la fabrication d'argiles thérapeutiques, le site industriel de [Mayoly](#), installé à l'Isle-sur-la-Sorgue, s'enrichit d'une nouvelle ligne de conditionnement de produits de micro nutrition. Elle a été inauguré le 23 septembre dernier par [Alexandre Nique](#), Directeur Général France de Mayoly, [Laura Dos Santos](#), directrice du site et [Pierre Gonzalvez](#), maire de l'Isle-sur-la-Sorgue. Une nouvelle étape dans le développement de l'implantation vauclusienne de ce laboratoire français et indépendant.

L'ouverture d'une nouvelle ligne de conditionnement de compléments alimentaires n'est pas en soi un événement susceptible de passionner les foules, en tout cas moins que [l'inauguration officielle de l'hôtel de Luxe de Patrick Bruel](#), qui se déroulait dans la même ville (l'Isle-sur-la-Sorgues), le même jour (le 23 septembre). Mais il faut savoir y regarder de plus prêt et comprendre que la mobilisation mise en œuvre pour cette occasion par l'entreprise pouvait avoir un sens. En effet, jusqu'alors le site de l'Isle-sur-la-Sorgue du laboratoire Mayoly était consacré exclusivement à la production d'argiles thérapeutiques. Cette mono production peut comporter certains risques notamment si la demande sur de types de produits venait à baisser. Ce qui a été le cas pendant la crise du Covid. Il fallait donc s'atteler à diversifier les activités pour consolider ses positions. Tel était l'objectif que s'était fixé sa directrice Laura Dos Santos. Ainsi est née l'idée d'installer à l'Isle-sur-la-Sorgue une nouvelle unité de conditionnement de

Ecrit par le 20 avril 2026

produits proposés sous la marque Kersiens.



Chaine de production Keriens 3

L'entreprise a fait le choix de rénover un ancien bâtiment, nous épargnant par la même occasion la construction d'un énième et hideux hangar industriel

Menée tambour battant, la mise en œuvre de cette ligne de production n'a nécessité que 10 mois de travaux. Un délai tellement rapide qu'il n'a pas permis à l'entreprise de pouvoir candidater à des éventuelles aides publiques... Autre fait marquant Mayoly qui se veut exemplaire dans sa démarche RSE a fait le choix de rénover un ancien bâtiment (anciennes filatures de l'Isle-sur-la-Sorgue), nous épargnant par la même occasion la construction d'un énième et hideux hangar industriel qui font légion aujourd'hui. Au terme de la montée en charge de la production de cette nouvelle ligne, c'est à dire début 2026, 10 emplois auront été créés.

Ecrit par le 20 avril 2026



l'équipe Mayoly de l'Isle sur la Sorgue.

Son positionnement premium lui vaut son référencement dans le réseau des pharmacies

Ce projet d'un montant d'un million d'euros s'inscrit dans un plan d'investissement du groupe qui en prévoit quinze. Et c'est le site de l'Isle-sur-la-Sorgue qui ouvre le bal, comme l'a confirmé Alexandre Nique, le nouveau Directeur Général France de Mayoly. Ce laboratoire français et indépendant est né il y a 115 ans, il s'est fait connaître pour le SMECTA (traitement des diarrhées). Suite à plusieurs acquisitions le groupe s'est diversifié sur les marchés de la micro nutrition, des probiotiques et des collagènes. Il propose aujourd'hui une soixantaine de références dans les domaines de la santé, de la forme et de la beauté. Son positionnement premium lui vaut son référencement dans le réseau des pharmacies. Le groupe compte 6 unités de production dont 5 en France et une présence dans une centaine de pays dans le monde.

Les compléments alimentaires, un marché en pleine expansion

Le marché des compléments alimentaires est en progression constante. En 2024, 61% des français ont consommés des compléments alimentaires et 77 % d'entre eux plusieurs fois dans l'année. Ce chiffre était de 46 % en 2018 (Source SYNADIET, syndicat des producteurs de compléments alimentaires). En 2023, le CA de de la filière s'est établi à 2,7 milliards d'euros en progression de 3 % par rapport à 2022. Le dynamisme de ce marché s'explique à la fois par le soucis des français pour leur santé et les indices de satisfaction tirés de la consommation des compléments alimentaires. La nécessité de renforcer ses

Ecrit par le 20 avril 2026

défenses immunitaires restant un des premiers motifs de leur consommation avec le stress et les troubles du sommeil.

Europe de la défense : Eurenco se met en ordre de bataille



Après [le suédois Saab l'an dernier](#), Eurenco collabore avec les polonais de Mesko, les italiens de Beretta et les tchèques Sellier & Bellot. Une multiplication des partenariats avec les principaux acteurs de la défense européens qui permet au groupe vauclusien de renforcer l'outil industriel continental.

Ecrit par le 20 avril 2026

Le groupe vauclusien [Eurengo](#) vient d'ouvrir une nouvelle chaîne d'assemblage pour des charges modulaire de 155 mm. Mené en coopération avec le polonais Mesko, la mise en route de ce nouvel outil industriel doit permettre de produire 100 000 charges modulaires.

Eurengo fournit la technologie et le kit de charges modulaires, provenant d'Eurengo France France, tandis que Mesko assure l'assemblage local, avec ses propres poudres d'artillerie de 155 mm, pour les besoins souverains de la Pologne.

« Cette nouvelle ligne nous permet de répondre rapidement à une forte demande. »

Thierry Francou, PDG d'Eurengo

« Avec notre partenaire Mesko, Eurengo s'efforce de concrétiser rapidement une ambition : doter la Pologne d'une capacité industrielle souveraine et performante pour la production de charges modulaires de 155 mm, [explique Thierry Francou](#), président-directeur général du leader européen des poudres et d'explosifs dont [le siège social se trouve à Sorgues depuis 2023](#). Cette nouvelle ligne nous permet de répondre rapidement à une forte demande, de renforcer la résilience de la production européenne et de franchir une étape décisive vers l'autonomie stratégique de la Pologne. Elle prouve que la coopération industrielle et la souveraineté nationale peuvent aller de pair pour construire une défense européenne plus forte face aux défis d'aujourd'hui et de demain ».

Ecrit par le 20 avril 2026



Les responsables de la société polonaise Mesko. Crédit : Mesko

Augmenter la capacité d'approvisionnement de l'armée polonaise

Cette ligne opérationnelle va permettre à la Pologne d'augmenter considérablement sa capacité à approvisionner de manière indépendante ses forces armées en composants de munitions essentiels. Cette mise en route s'inscrit dans le cadre de la stratégie d'autonomie de la Pologne 'Poland Autonomy' prévoyant notamment la construction de trois usines de munitions d'artillerie de 155 mm dans le pays.

« Grâce à la mise en place d'une coopération stratégique avec Eurenco, le programme national de développement d'une production indépendante de munitions d'artillerie de gros calibre en Pologne entre dans une nouvelle ère, se félicite pour sa part Renata Gruszczyńska, présidente du conseil d'administration de Mesko. Nous développons continuellement nos capacités dans le domaine de la production de munitions de 155 mm pour les forces armées polonaises, dans le but de renforcer la position de la Pologne au sein du système international de sécurité et de défense. »

Un autre accord avec l'italien Beretta

Dans le même temps Eurenco, [qui a célébré ses 20 ans l'an dernier](#), a aussi conclu un accord avec le groupe italien Beretta Holding dont le siège se trouve désormais au Luxembourg, pour la fourniture de poudres de petit calibre.

Dans le cadre de cet accord stratégique d'une durée de 7 ans, le groupe vauclusien fournira des poudres

Ecrit par le 20 avril 2026

de petit calibre produits dans ses usines de Clermont en Belgique et Karlskoga en Suède afin de répondre aux besoins industriels de Beretta Holding en Europe et en Amérique sur différents secteurs. De quoi répondre en partie à la demande européenne de l'OTAN en munitions de petit calibre ainsi qu'à celle des marchés de la défense, de la sécurité, de la chasse, du tir sportif ou des applications industrielles.

« Cet accord renforce notre partenariat durable avec Eurenco et est essentiel pour nos entreprises de munitions de petit calibre, confirme Pietro Gussalli Beretta, président-directeur général de Beretta Holding S.A. Il nous aidera à répondre à nos besoins en poudres propulsives pour la production croissante de munitions militaires, policières et civiles au cours des prochaines années. »



Le 4 juillet dernier, Thierry Francou (tout à droite) a procédé à la pose de la première pierre de son chantier d'augmentation de ses capacités de production de poudres de petit calibre de son site de Clermont en Belgique. Crédit : Eurenco

Plus tôt dans l'été, Eurenco a également passé un accord de partenariat d'une durée de cinq ans avec le fabricant tchèque de munition de petit calibre Sellier & Bellot, pour la fourniture de poudres de haute performance. Là aussi, cette collaboration vise à répondre à la demande croissante de munitions de petit calibre en Europe et au sein de l'OTAN, y compris les calibres militaires tels que le 5.56 et le 7.62, ainsi que les munitions de 9 mm pour la police et les forces de l'ordre, ainsi que pour les applications sportives et de chasse. Les poudres seront fabriquées dans les installations d'Eurenco en Belgique dont la première du chantier de son extension afin de doubler sa capacité de production d'ici un an a eu lieu le 4 juillet dernier.

Écrit par le 20 avril 2026

Un partenariat qui constitue « une étape stratégique pour garantir une chaîne d'approvisionnement fiable pour notre production » assure Vladimír Rada, PDG de Sellier & Bellot.

'Voies de passage', entretien entre un ancien syndicaliste et un capitaine d'industrie



Ce sont les [Éditions de l'Aube](#), créées par le sociologue [Jean Viard](#) à la Tour d'Aigues, qui publient ce livre inédit d'entretien. D'un côté, [Laurent Berger](#), ancien secrétaire général de la [CFDT](#), aujourd'hui directeur de l'Institut Mutualiste pour l'Environnement et la Solidarité et créateur de la collection [La société du compromis](#). De l'autre, [Benoît Bazin](#), PDG du Groupe [Saint-Gobain](#) qui existe depuis 1665 (360 ans), emploie 160 000 collaborateurs dans 80 pays,

Écrit par le 20 avril 2026

compte 900 usines dans le monde et affiche un chiffre d'affaires de 50Mds€.

Entre un militant et un patron, ce dialogue a été rendu possible grâce à la volonté de ces deux hommes de « se parler, s'écouter, rapprocher les points de vue de chacun, communiquer pour se comprendre, bref, de trouver des *Voies de passage* », même si on n'est pas forcément d'accord sur tout mais on se respecte », écrit Laurent Berger dans la préface. Au fil des chapitres, il va interroger Benoît Bazin sur ses racines normandes, sa famille, ses études, ses valeurs, sa carrière et son action au sein de l'entreprise du CAC 40 spécialisée dans le bâtiment et la construction.

Pourquoi ce choix ? « Parce que je l'avais déjà rencontré, répond Laurent Berger. Ce qui m'avait intrigué chez lui, c'était son sens de l'écoute et de la nuance, mais aussi l'humanité qui émanait de sa personnalité. Loin de l'arrogance supposée de ses coreligionnaires. J'ai découvert les facettes d'un homme engagé qui porte des valeurs fortes. Ni grande gueule, ni donneur de leçons. Leader mais pas gourou. Faire le choix de la transition écologique, défendre un capitalisme plus responsable, se préoccuper de chacun et particulièrement des plus fragiles, porter des propositions concrètes sur le logement, le travail, la formation. Donc trouver 'des voies de passage', voilà ce qui nous a réunis. D'autant que je considère que l'entreprise est le terrain de jeu idéal du compromis. »

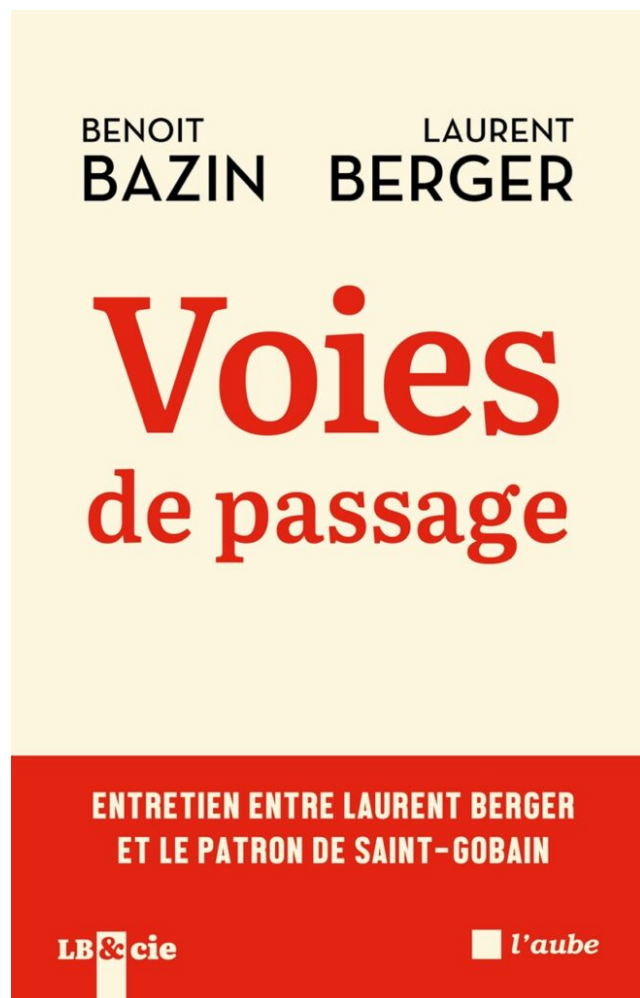
Tour à tour son évoqués dans le livre l'enfance de Benoît Bazin à Caen, ses grands-mères « modernes et libres » qui travaillaient toutes les deux à une époque où les femmes étaient plutôt cantonnées à rester au foyer, ses parents médecins hospitaliers, lui en réanimation, elle en pédiatrie. Ses études, sa découverte puis sa passion pour le du violoncelle et la montagne, son arrivée à Paris en prépa au Lycée Louis le Grand, puis à Polytechnique et Ponts & chaussées. « Je crois beaucoup en la transmission de valeurs, d'expérience », confie-t-il. Entré chez Saint-Gobain en 1999, il grimpe tous les échelons jusqu'à président depuis l'an dernier.

« En 2021, la construction durable est devenue notre ADN. il faut savoir que le bâtiment représente 40% des émissions de CO2 et qu'il consomme 50% des ressources naturelles. Donc l'enjeu pour nous est majeur : rendre cette activité vertueuse, construire vite et bien, faire plus, mieux avec moins. Réemployer les matériaux comme le gypse et le verre, recycler, réduire le gaspillage, améliorer le confort acoustique, thermique, la qualité de l'air. Comme nous le disons dans l'entreprise à l'unisson avec tous les salariés, *'faire du monde une maison commune plus belle et durable'*.

Tout le personnel est mobilisé sur la rénovation énergétique. Elle permet dans une maison individuelle de faire baisser la facture de 70% et donc de retrouver du pouvoir d'achat. D'ailleurs, nous investissons chaque année 600M€ dans le recherche et le développement - dont 60% en France - avec 4 000 agents dévolus à l'innovation dans le monde entier et nous déposons environ 400 brevets par an. En 360 ans d'existence, Saint-Gobain en a traversé des guerres, des révolutions, des crises, des changements de direction et d'actionnaires, mais nous continuons à avancer. L'entreprise, contrairement aux gouvernements n'est pas contrainte par les échéances électorales », ironise-t-il. Lui qui a assisté à 2 COP à Glasgow et Dubaï, résume : « Il vaut mieux changer les choses de l'intérieur que de les critiquer de l'extérieur. »

Ecrit par le 20 avril 2026

Que fera-t-il quand il quittera le groupe Saint-Gobain ? « Transmettre, devenir bénévole, cela donne du sens. Le plus beau métier du monde ? Être maire, il peut changer la vie des gens. » Benoît Bazin pourra aussi s'adonner à la musique, aux suites pour violoncelle de Bâch et à la montagne. « Sur les 82 sommets de plus de 4 000 mètres d'altitude, dans les Alpes, j'ai dû en gravir 16 ou 17 ! ». Il lui en reste encore quelques-uns pour s'adonner à l'ivresse des cimes tout en gardant les pieds sur terre.



©Éditions de l'Aube

Contact : contact@editionsdelaube.fr / 04 90 07 46 60